



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/2005/G/4
7 juin 2004

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS
ESPAGNOL/FRANÇAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Soixante et unième session
Point 9 de l'ordre du jour provisoire

**QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME
ET DES LIBERTÉS FONDAMENTALES OÙ QU'ELLE SE
PRODUISE DANS LE MONDE**

**Note verbale du 13 mai 2004 adressée au Haut-Commissariat des Nations Unies
aux droits de l'homme par la Mission permanente de Cuba
auprès de l'Office des Nations Unies à Genève**

La Mission permanente de Cuba auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales en Suisse présente ses compliments au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et a l'honneur de lui transmettre ci-joint le texte de la déclaration du Gouvernement de la République de Cuba sur les mesures économiques et politiques brutales contre ce pays qui ont été annoncées par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique le 6 mai 2004.

Non content de la politique agressive et du blocus économique, commercial et financier génocidaire qu'il mène contre Cuba depuis plus de 45 ans, ce qui constitue la violation la plus flagrante, massive et systématique des droits de l'homme de l'ensemble du peuple cubain, le Gouvernement des États-Unis a maintenant l'intention d'intensifier le blocus en appliquant des mesures nouvelles et plus cruelles contre notre pays, qui auront pour résultats d'aggraver les conditions de vie difficiles et les souffrances de 11 millions de Cubains, qu'il veut soumettre par la famine et les maladies pour un seul «délit», celui de vouloir défendre leur liberté, leur souveraineté et leur indépendance.

La Déclaration du Gouvernement cubain dénonce énergiquement cette brutalité, qui viole non seulement les droits de l'homme du peuple cubain, mais aussi ceux des citoyens d'origine cubaine résidant aux États-Unis et ceux du peuple nord-américain lui-même, et qui fait fi des principes les plus élémentaires du droit international.

Par la présente note verbale, la Mission permanente de Cuba demande que le texte de la Déclaration du Gouvernement de la République de Cuba¹ joint en annexe soit publié en tant que document officiel de la soixante et unième session de la Commission des droits de l'homme, au titre du point 9 de son ordre du jour.

¹ Document reproduit en annexe tel qu'il a été reçu, dans la langue originale, en anglais et en français seulement.

Annexe**Brutales mesures économiques et politiques contre notre pays et
contre les Cubains vivant aux États-Unis**

Hier, 6 mai, le Gouvernement nord-américain a annoncé de nouvelles mesures pour intensifier encore plus sa politique agressive et hostile contre Cuba.

Dans la matinée, le Président Bush, évoquant les mesures dans un bref commentaire devant quelques médias, a ressassé sa haine et son agressivité envers notre peuple, répété ses attaques cyniques maintenant traditionnelles et tracé la façon dont son ingérence se renforcerait. Allant jusqu'à affirmer sans la moindre pudeur que ces mesures visaient «à hâter le jour où Cuba serait un pays libre».

Dans l'après-midi, M. Roger Noriega, Sous-Secrétaire d'État adjoint aux affaires interaméricaines, l'un des auteurs de la loi Helms-Burton et le représentant de la mafia terroriste de Miami au sein de l'administration, a informé en détail à Washington de la teneur du rapport présenté au Président par la «Commission pour contribuer à une Cuba libre», insistant surtout sur les nouvelles mesures économiques et politiques que l'Administration Bush s'apprêtait à mettre en œuvre contre Cuba.

Le rapport de la Commission pour contribuer à une Cuba libre ne saurait contenir, dans ses 450 pages divisées en six chapitres, plus de mensonges, plus de rancœur, plus de frustrations et plus d'ingérence dans les affaires intérieures d'un autre pays.

Le document envisage comme tâches stratégiques pour parvenir au renversement du Gouvernement cubain: un soutien accru à la contre-révolution interne; l'intensification des campagnes internationales contre Cuba; la recrudescence des actions subversives et des mesures d'intoxication contre notre pays; de nouvelles mesures pour frapper l'économie cubaine et pour, selon son propre langage, «miner les plans de succession du régime».

Du premier chapitre, consacré intégralement aux nouvelles mesures visant à tenter de détruire la Révolution cubaine, signalons ce qui suit:

1. Allocation de 59 millions de dollars dans les deux prochaines années en vue de financer des actions visant à détruire la Révolution. Cet argent serait utilisé, entre autres, aux fins suivantes:

a) Créer un fonds international pour le développement de la «société civile» à Cuba, qui attirerait des «bénévoles» de tiers pays afin qu'ils se rendent dans notre pays et offrent de l'aide aux mercenaires au service des USA. Il s'agit dans la pratique de constituer un corps de messagers qui fournira un soutien financier et logistique à la contre-révolution.

b) Établir, de concert avec l'Organisation des États américains (OEA), un «plan de bourses d'études» afin que des contre-révolutionnaires choisis fassent des études dans des universités nord-américaines et latino-américaines. Il s'agit, au fond, de former des cadres pour la contre-révolution à Cuba.

c) Financer des programmes visant à soutenir, textuellement, «des efforts en faveur de la démocratie des jeunes, des femmes et des Cubains d'origine africaine». Visée insolite de la part du pays de la discrimination tous azimuts et du Ku Klux Klan!

d) Allouer 18 millions de dollars aux transmissions des si mal-baptisées Radio Martí et TV Martí, par l'intermédiaire d'un avion C-130 qui y serait entièrement consacré.

e) Poursuivre et renforcer à l'étranger les campagnes publiques portant sur les prétendues violations des droits de l'homme à Cuba, sur «l'espionnage mené contre d'autres pays», sur «la subversion de gouvernements démocratiquement élus en Amérique latine» et sur d'autres actions taxées de menace aux intérêts des USA; organiser des conférences internationales ou nationales dans des tiers pays pour «disséminer des informations» sur les politiques menées par l'administration nord-américaine en vue de promouvoir la «transition» à Cuba. Et on annonce cinq millions de dollars de plus pour financer la campagne internationale de discrédit et de mensonges contre Cuba.

2. Limiter les envois d'argent et de colis de la part des Cubains vivant aux USA aux seuls parents directs de Cuba, autrement dit les grands-parents, les petits-enfants, les parents, les frères et sœurs, les conjoints et les enfants. Désormais, un Cubain vivant aux USA sera le seul immigrant qui ne pourra envoyer une aide économique à une vieille tante ou à un autre parent proche.

3. Interdire aux Cubains vivant aux USA d'envoyer de l'argent et des colis à leurs parents, si ceux-ci sont des «fonctionnaires du Gouvernement ou des membres du Parti communiste». Ainsi donc, une mère de 70 ans, par exemple, devra renoncer à ses droits politiques pour recevoir de l'argent.

4. Réduire les visites à notre pays de Cubains vivant aux USA à une visite tous les trois ans, au lieu d'une visite annuelle actuellement. De plus, à partir de ce jour, chaque voyage en particulier devra faire l'objet d'une autorisation, au lieu du permis général délivré jusqu'ici. Les permis de voyage ne seront délivrés que pour des visites à des parents immédiats. L'administration nord-américaine décrète à cet égard qu'il entend par famille «les grands-parents, les petits-enfants, les parents, les frères et sœurs, les conjoints et les enfants». Bref, désormais, un cousin, une tante ou tout autre parent proche ne sera plus, selon le Président Bush, un membre de la famille. Il est aussi stipulé que les Cubains récemment arrivés aux USA ne pourront voyager à Cuba que trois ans après au plus tôt. Alors que le Gouvernement cubain assouplit toujours plus les visites des émigrés dans leur pays, l'administration nord-américaine renforce les obstacles. De quoi a-t-elle peur?

5. Réduire les sommes d'argent que les Cubains vivant aux USA pourront dépenser à Cuba à 50 dollars par jour, contre 164 actuellement. Une nouvelle discrimination arbitraire visant la communauté cubaine aux États-Unis.

6. Ordonner aux autorités nord-américaines de mener des «opérations secrètes» contre quiconque apporterait ici de l'argent en provenance de Cubains vivant aux USA et destiné à leur famille. Des récompenses seront même offertes à ceux qui dénonceraient des envois d'argent illégaux.

7. Continuer de restreindre la délivrance de visas destinés à des voyages éducationnels et à des échanges professionnels de citoyens et d'institutions des USA en rendant les réglementations en cours encore plus rigides. Rappelons que l'Administration Bush avait déjà éliminé les permis concernant les échanges «people to people».
8. Entreprendre une étude rigoureuse permettant d'évaluer si l'application du Titre III de la loi Helms-Burton est contraire aux intérêts nord-américains ou si elle peut hâter la chute de la Révolution cubaine. Le rapport évoque dans la pratique la possibilité d'instruire des procès devant des cours nord-américaines contre des hommes d'affaires de tiers pays qui font des affaires avec Cuba, une mesure jamais appliquée à ce jour.
9. Appliquer résolument les sanctions visées au Titre IV de la loi Helms-Burton qui interdit la délivrance de visa d'entrée aux USA aux étrangers ayant des investissements à Cuba, et allouer plus de ressources et de personnels pour faire appliquer ladite loi.
10. «Neutraliser» les sociétés cubaines ayant des activités économiques à l'étranger. On créerait dans ce but un groupe d'évaluation des biens, qui analyserait les sociétés cubaines et étrangères faisant du commerce avec Cuba.
11. Redoubler d'efforts pour compromettre les gouvernements de pays tiers dans les campagnes contre la Révolution cubaine.
12. Soutenir les actions menées dans des tiers pays pour décourager le tourisme à Cuba.
13. Continuer de refuser la délivrance de visas aux fonctionnaires cubains souhaitant voyager aux USA.
14. Créer au Département d'État le poste de «coordonnateur de la transition à Cuba» qui serait chargé de contrôler l'application de toutes ces mesures.

Les cinq autres chapitres abordent en toute impudence les mesures que l'administration nord-américaine mettrait en vigueur dans notre pays une fois atteint son rêve de renverser la Révolution cubaine. Nous ne les analyserons pas pour l'instant. Juste un exemple: l'une des mesures proposées est «la vaccination immédiate de tous les enfants de moins de 5 ans qui ne seraient pas encore vaccinés contre les principales maladies infantiles». Que notre peuple tire ses propres conclusions! Il s'agit en fait d'un plan d'annexion de Cuba et de restauration de la République difforme de l'amendement Platt.

On a du mal à croire que tant de cruauté et de haine puissent inspirer cette nouvelle agression contre notre pays! Il s'agit d'aggraver par tous les moyens les conditions déjà difficiles que nous impose le blocus criminel des États-Unis. C'est là une violation flagrante des droits de l'homme de 11 millions de Cubains que l'on tente d'amener à la reddition à force de faim et de maladies, pour le simple «crime» de vouloir être libres, indépendants, et de refuser de nous soumettre aux ukases impériaux.

Les mesures annoncées hier constituent aussi une violation des droits des citoyens d'origine cubaine vivant aux USA auxquels on impose désormais de nouvelles restrictions draconiennes en matière de voyage et d'envoi d'aide économique à leurs proches vivant à Cuba.

L'ensemble de ces mesures, mais aussi l'ensemble de la politique nord-américaine, méconnaissent ouvertement les vrais intérêts du peuple nord-américain, de l'immense majorité des Cubains vivant aux USA, de la plupart des membres du Congrès nord-américain et de vastes secteurs de ce pays qui souhaitent des relations normales avec Cuba.

Allouer des dizaines de millions de dollars pour promouvoir le mercenariat à Cuba, violer le droit international pour transmettre des programmes subversifs depuis un avion contre un autre pays, de pair avec le scandale – critiqué à l'échelle internationale – d'un horrible camp de concentration installé sur un morceau de notre pays occupé par la force, constituent des provocations insolites qui font voler en éclats les normes et les principes du droit international et qui devront être discutées aux réunions internationales les plus diverses, Commission des droits de l'homme de Genève comprise.

La rouerie, le cynisme et la cruauté de l'Administration Bush sont d'autant plus patents qu'elle adopte ces mesures contre notre peuple au moment où les prix des aliments et du transport ont presque doublé sur le marché mondial, où les cours du sucre couvrent à peine les coûts de production et où ceux du pétrole sont en train de flamber pour atteindre le prix léonin de presque 40 dollars le baril. Elle prétend aussi porter le plus grand tort au tourisme qui commence à repartir de plus belle.

Il est risible d'écouter ces promesses de vaccinations futures dans un pays où la médecine préventive et les vaccinations se situent aux niveaux les plus élevés du monde, de la part d'un pays où des millions d'hommes, de femmes et d'enfants n'ont pas accès aux soins médicaux et où il meurt plus d'enfants pour mille naissances vivantes qu'à Cuba! Le führer panique devant l'énorme capital humain créé par notre peuple, devant la capacité de celui-ci d'envoyer des dizaines de milliers de médecins aux endroits les plus reculés du tiers monde, ce qui dépasse de loin les possibilités de tous les pays développés ensemble, devant ses avancées en matière d'éducation, de santé et de culture qui situeront bientôt Cuba au premier rang de tous les pays du monde. Le soutien résolu de la quasi-totalité de la population rend la Révolution cubaine invulnérable à l'idéologie putride de M. Bush. Il faut biffer de la carte l'exemple de Cuba. C'est bien cela que vise le programme de transition logomachique, maniaque et insensé entériné par un président élu frauduleusement.

On veut détruire par-là ce qu'un peuple héroïque bâtit avec un immense amour. Cuba peut être, certes, rayée de la carte, mais aucune menace, aucune insanité de M. Bush ne pourra la décourager. Ses mesures cruelles et lâches imposeront sans doute des sacrifices à notre peuple, mais elles ne parviendront pas à freiner, fût-ce une seule seconde, sa marche vers les objectifs humains et sociaux qu'il s'est fixé, et nul ne sera laissé à l'abandon. Cuba ne retournera jamais plus à la condition horrible, pitoyable et inhumaine de colonie des États-Unis.

Comme Fidel Castro l'a affirmé le 1^{er} mai devant plus d'un million de Cubains: «Ce pays, sans violer les normes qu'il a toujours appliquées dans ses luttes, se défendra en recourant aux lois – et aux armes, le cas échéant – jusqu'à la dernière goutte de son sang.».

Gouvernement révolutionnaire de la République de Cuba

7 mai 2004
